

ESPAGNE

Inefficacité de l'aide et apparition de risques

Le gouvernement projette aux yeux de la communauté internationale une image d'inefficience dans les questions de sécurité humaine. Ceci est reflété par la manière dont l'aide publique au développement (APD) est allouée. La répartition de l'aide est liée à des stratégies politiques et médiatiques plutôt qu'aux besoins des populations, ce qui retarde la lutte contre la pauvreté et la réponse humanitaire dans la majeure partie des crises. Sur le front national, la lutte contre le terrorisme est menée à l'aide de mesures militaires et policières répressives et les réponses aux problèmes du chômage, de la violence domestique et de l'immigration ont été totalement inadéquates.

Intermón Oxfam

Eva Quintana / Maria Trunó

Aide insuffisante et mal distribuée

Des millions de personnes à travers le monde sont menacées par la pauvreté, l'aide humanitaire internationale ne parvient pas à des douzaines de zones de conflits oubliés, et les armes légères causent la mort de 500.000 civils tous les ans. Toutefois, ces menaces à la sécurité humaine sont d'une importance secondaire pour les dirigeants du monde, qui accordent la priorité à la lutte contre le terrorisme et contre les armes de destruction massive. Le gouvernement espagnol partage cette approche, comme on peut le voir dans les décisions politiques qu'il a prises dans une gamme de situations différentes.

En 2003, l'aide publique au développement (APD) espagnole ne représentait que 0,28% du produit national brut (PNB), alors qu'elle aurait dû s'élever à 0,33%, une avancée vers la cible de 2006 de 0,39%, soit le pourcentage auquel l'Union européenne s'est engagée lors de la Conférence de Monterey sur le Financement du développement, en mars 2002. Ces ressources limitées ne sont ni acheminées vers la lutte contre la pauvreté, avec un peu plus de 20% du total consacré aux services sociaux de base, ni allouées aux pays les moins avancés (PMA), qui ne reçoivent que 0,03% au lieu des 0,15% qu'ils devraient recevoir. La majeure partie de l'aide espagnole va à des pays à revenu intermédiaire et l'Afrique est systématiquement oubliée.¹ De plus, l'éclatement des organes d'Etat chargés de l'APD entre plus de 6 ministères contribue à leur inefficience et rend en outre difficile de mettre en œuvre des améliorations de services qui font cruellement défaut et de rompre le lien entre l'aide espagnole et les intérêts politiques et commerciaux du pays.²

Pour couronner le tout, la distribution des ressources en matière d'aide par la communauté internationale n'est pas définie en fonction de critères humanitaires fondés sur les besoins, mais est plutôt au service des intérêts politiques et médiatiques. Bien qu'il y ait, à travers le monde, plus de 40 conflits armés en cours et 35 millions de personnes déplacées de leurs foyers, la majeure partie de l'aide, tous les ans, est acheminée vers une ou deux crises humanitaires. En 2002, près de 50% des fonds donnés pour l'aide humanitaire sont allés à l'Afghanistan, le reste étant réparti entre 23 crises en cours. L'histoire s'est répétée en 2003,

¹ Intermón Oxfam, « Ayuda social para el desarrollo » à : www.intermonoxfam.org/page.asp?id=394

² Pour des renseignements supplémentaires sur l'aide au développement espagnole, voir « La Realidad de la Ayuda 2003-2004 », Intermón Oxfam, Colección Informes N° 26. Résumé disponible à : www.intermonoxfam.org

l'Irak ayant reçu plus d'argent que l'ensemble des 15 crises humanitaires qui accablent l'Afrique.³

Les données collectées par les Nations-Unies⁴ confirment la tendance générale à la politisation de l'aide humanitaire. Ces données montrent qu'en 2003, le gouvernement espagnol a fourni de contribution pour l'allègement de seulement 3 des 21 crises humanitaires actuellement en cours (Irak, Colombie et Burundi) et que sur 10 euros (12,5 dollars US) allant à l'ONU pour ce type d'aide, 9 ont été orientés vers l'Irak et un dollar est allé aux autres crises.

Davantage d'armes, davantage de décès, davantage pauvres

Les armes conventionnelles (tout ce qui n'est pas arme de destruction massive) et en particulier les armes légères (qu'une personne peut porter) constituent une menace grave pour la sécurité humaine parce qu'elles causent le plus de décès à travers le monde et qu'elles sont les plus difficiles à contrôler. Aujourd'hui, à travers le monde, une personne est tuée par balle toute les minutes, de sorte que des millions de gens vivent sous la menace quotidienne de la violence armée.⁵

Les dommages causés par les armes conventionnelles vont au-delà des décès résultant des fusillades, car d'une part leur prolifération incontrôlée encourage l'insécurité et la violation des droits humains et de l'autre, l'argent que les pays consacrent à l'achat d'armes réduit les possibilités de combattre la pauvreté. Depuis 1999, les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ont dépensé 87 milliards de dollars US pour des achats d'armes. Pour mettre ceci en perspective, ces mêmes pays auraient besoin d'un montant annuel de près de 22 milliards de dollars pour progresser vers la réalisation de leurs Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) pour l'éducation primaire universelle et la réduction de la mortalité maternelle et infantile.⁶

En dépit des coûts élevés résultant du manque de contrôle des ventes d'armes, le commerce des armes est florissant et il n'y a pas de législation internationale interdisant les exportations qui entraînent des risques pour le développement, les droits humains et le Droit humanitaire international. L'Espagne, qui occupe le onzième rang sur la liste des pays exportateurs d'armes, refuse toujours de fournir des informations transparentes sur ses ventes d'armes, dont beaucoup sont injustifiables.⁷

Propositions alternatives

Pour un monde sans pauvreté

La Coordination des Organisations non-gouvernementales pour le développement (CONGDE) et les régions autonomes ont lancé une campagne conjointe appelé « 0,7 Reclámalo » (Exiger 0,7)⁸. Cette campagne appelle le gouvernement central et les autorités

³ Voir « Más allá de los titulares. Una agenda de acción para proteger a los civiles en conflictos olvidados » Intermón Oxfam 2003, et également « La Acción Humanitaria en la Cooperación Española » Intermón Oxfam, disponible à : www.intermonoxfam.org

⁴ Nations-Unies « Consolidated Appeal » pour 2004, présenté le 18 novembre 2003.

⁵ Intermón Oxfam – Agencia de Noticias de Información Alternativa (ANIA)
<http://ania.eurosur.org/noticia.php?id=7358>

⁶ Oxfam International. www.oxfam.org/esp/policy_pape_armas.htm

⁷ « Vidas destrozadas. La necesidad de un control estricto del comercio internacional de armas ». Amnesty International et Intermón Oxfam, 2003, disponible à : www.armasbajocontrol.org

⁸ Pour des renseignements supplémentaires sur la campagne « 0.7 Reclámalo », consulter le site web du CONGDE espagnol : www.congde.org

régionales et municipales autonomes à prendre des mesures résolues en vue d'atteindre 0,7% du PIB pour l'APD et exige que ces ressources soient utilisées dans la lutte contre la pauvreté, en se concentrant sur les PMA, les populations les plus démunies et la fourniture de services sociaux de base. La campagne exige également que les fonds soient gérés avec la plus grande efficacité et la plus grande transparence.

De plus, il y a des appels à préparer un plan cadre en conformité avec la loi relative à la coopération, afin d'améliorer la coopération pour le développement espagnole. Ce plan n'aurait qu'un seul objectif : la lutte contre la pauvreté. Le plan doit envisager une reformulation du Fonds Aide et Développement (FAD), en brisant le lien entre l'APD et les intérêts commerciaux, culturels et stratégiques et en rendant les politiques en direction des pays du Sud plus cohérentes.

Pour un monde sans crises oubliées

Si l'action humanitaire n'est toujours pas en mesure de répondre aux besoins de la population et si les urgences oubliées sont ignorées, la sécurité humaine continuera d'être menacée. Ce qui est nécessaire, c'est d'une part, une approche cohérente et multilatérale pour mettre à disposition des fonds suffisants pour toutes les situations d'urgence, en accordant une attention spéciale aux crises «oubliées». D'autre part, le lien entre l'armée et le FAD doit être rompu en réduisant le rôle des forces armées et en le limitant à des tâches d'intervention et de sécurité. En outre, en tant qu'un membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations-Unies, l'Espagne devrait promouvoir un engagement de la part de la communauté internationale à prévenir et à résoudre les conflits armés et à améliorer la protection et l'assistance pour les civils pris au piège dans ces conflits.

Pour un monde sans armes non contrôlées

En rehaussant la coopération militaire et armée entre des alliés supposés, la guerre contre le terrorisme exacerbe la prolifération globale des armes, au lieu de la réglementer. Toutes les minutes, 15 nouvelles armes sont mises en circulation dans un monde où il y a déjà une arme pour 10 personnes.

Pour mettre un terme à cette situation critique, l'Espagne souscrire au Traité relatif au commerce global des armes et promouvoir son adoption pour 2006. Le Traité devrait servir d'instrument pour l'interdiction des exportations qui contribuent à des atteintes aux droits humains et au droit humanitaire international et qui créent des obstacles au développement humain. De plus, une loi nationale est nécessaire en Espagne pour réglementer le transfert d'équipements militaires, sécuritaires et policiers. Cette loi devrait comprendre la transparence de l'information, le contrôle parlementaire sur les exportations, l'application stricte du Code de conduite de l'UE et la réglementation des activités des agents.

Menaces, risques et points de vulnérabilité en Espagne

En Espagne, en 2003, un certain nombre de menaces contre la sécurité humaine sont devenues plus aiguës. La prise de position politique et le programme législatif du parti au pouvoir n'ont pas favorisé le climat de dialogue nécessaire au renforcement des droits humains qui forment la base de la sécurité humaine. Les principales questions qui ressortent sont la menace du terrorisme, les pressions en vue de réformes dans le marché du travail, les problèmes dans le système de protection sociale, la violence dans le foyer et la question des immigrants.

Le terrorisme occupe toujours une place centrale dans la conscience collective en Espagne. La « Loi sur les partis politiques » qui cible ceux qui préconisent la violence terroriste est entrée en vigueur. Faisant preuve de fermeté louable pour s'attaquer au terrorisme, le gouvernement s'est en pratique exclusivement appuyé sur des mesures policières et judiciaires pour répondre au problème. Dans le débat politique sur le terrorisme, certains secteurs, notamment les institutions publiques et un certain nombre de partis politiques démocratiques, ont suggéré que des réformes institutionnelles étaient peut-être nécessaires. Le gouvernement est à la tête de la réaction contre cette proposition, en insistant sur le fait que les initiatives doivent être maintenues à l'intérieur du cadre juridique en vigueur; dans le même temps, il refuse d'entamer des discussions qui, lui semble-t-il, n'apporteraient aucune garantie tant que la violence terroriste persiste. Il y a une polarisation croissante et même des signes d'une dislocation institutionnelle possible dans la configuration territoriale de l'Etat et dans le consensus existant sur la Constitution.

Le gouvernement s'est retiré son plan de réforme du travail de 2002 en raison de l'opposition des acteurs sociaux, mais la question reste à l'ordre du jour et il y a de fortes pressions pour rendre le marché du travail plus flexible. La compétitivité européenne accrue et la tendance à la délocalisation de la production sont souvent citées comme motifs pour introduire des réformes qui augmenteraient la précarité du marché du travail espagnol, où le taux du travail intermittent s'élève à 55%. Toutefois, cette question bénéficie de peu d'attention dans le débat sur l'emploi. L'affaiblissement des mécanismes destinés à réaliser l'intégration économique des pans naturellement vulnérables de la population – comme les femmes, les jeunes ou les étrangers – rehausse l'insécurité pour ces groupes et compromet leurs perspectives d'avenir. Bien qu'il y ait davantage d'emplois, ceux-ci sont précaires, ce qui se traduit par moins de stabilité et de sécurité.

La couverture sociale en Espagne ne s'est pas améliorée et on n'attend pas d'améliorations. Les dépenses publiques en matière de protection sociale s'élèvent à 20,1% du PIB, soit toujours 7 points en dessous de la moyenne européenne de 27,3%. En plus de la faiblesse de ce chiffre, une analyse de l'évolution du système de protection sociale donne des conclusions inquiétantes, car des droits sociaux autrefois considérés comme inscrits dans le droit sont à présent transformés en concessions pouvant être accordées à travers des canaux administratifs et soumises à d'autres conditions. L'objectif de politique de « déficit zéro » que le gouvernement se propose d'atteindre à travers un excédent dans le budget de la sécurité sociale n'aide en aucune manière à améliorer la protection sociale dans le pays.

Mi 2003, une loi relative à la protection des victimes de la violence domestique est entrée en vigueur, une loi qui aide à rendre les mesures qui protègent ces personnes plus à même de répondre à leurs besoins. Même ainsi, pour que certaines dispositions de la nouvelle loi soient plus effectives, des réformes sont nécessaires dans le code pénal et le système de détention préventive. En outre, des ressources financières supplémentaires doivent être allouées pour garantir l'application de la loi.

Fin 2003, une nouvelle loi sur les étrangers modifiant la loi de 2002 est entrée en vigueur. La nouvelle loi ne contribue pas à la définition d'un système adéquat pour l'intégration de la population immigrée, croissante dans la société, qui reste la grande question non résolue. Le gouvernement continue d'être obsédé par le contrôle des flux d'immigrés, ce qui signifie que des mesures cohérentes et une politique d'intégration fondée sur le respect de la diversité et la gestion des opportunités font toujours défaut.⁹ Ce qui est particulièrement préoccupant, c'est le nombre important d'immigrés illégaux presque totalement sans protection. Le gouvernement avance le chiffre de 680.000, alors que les estimations des organisations sociales s'élèvent à un million et la nouvelle législation sapera davantage leur sécurité.

Cáritas Espanola

⁹ Pour des renseignements complémentaires, Cáritas Espanola publiera sous peu sa proposition de travaux sur la situation des immigrés, « Nadie sin Futuro » (« Personne ne devrait être privé d'avenir »).

11 mars 2004

Le 11 mars, entre 6 :39 et 6 :42 GMT, trois jours avant les élections générales, 10 bombes ont explosé à Madrid dans 4 trains bondés de travailleurs, d'étudiants et d'élèves. Au moment où nous rédigeons cet article, le bilan s'élève à plus de 200 décès et à 1.200 blessés, dont certains très gravement. Chaque bombe consistait en 10 kilos d'explosifs dans un sac à dos, activées à distance.

Les trois premières bombes ont explosé à l'entrée du premier train dans la gare d'Atocha, à Madrid. Les sept autres ont explosé presque en même temps dans les autres trains qui approchaient de la gare et la police a trouvé trois autres bombes non explosées.

En premier lieu, le gouvernement et certains médias ont accusé l'ETA, l'organisation terroriste basque, mais par la suite, sept détonateurs et une vidéo en langue arabe ont été trouvés dans une camionnette volée près de la gare et un journal londonien a reçu un message de l'organisation d'Osama Ben Laden, revendiquant la responsabilité des attentats. Le dimanche suivant, jour des élections, une autre vidéo a été trouvée dans laquelle un supposé porte-parole d'Al-Qaeda revendiquait la responsabilité de ces attentats. Le gouvernement continua d'insister sur la responsabilité de l'ETA et on a su par la suite que la ministre des Affaires étrangères avait donné pour instruction aux ambassadeurs de profiter de «toute opportunité » pour accuser l'ETA.

Le lendemain des explosions, Madrid a été le théâtre de la plus grande manifestation dans l'histoire du pays, 2 millions de personnes défilant en silence pour honorer les morts et protester contre les attaques terroristes. Selon les estimations, 11 millions de personnes, à travers l'Espagne, sont descendues dans les rues ce soir-là.

La nuit précédant les élections, il y a eu des manifestations de masse dans différentes villes pour réclamer la vérité et pour que «les morts ne soient pas utilisés ». Les téléphones cellulaires, l'Internet et tous les moyens de communication possibles ont été utilisés pour faire savoir aux électeurs ce qui était réellement arrivé : que l'information diffusée à propos des attaques et l'enquête du gouvernement étaient totalement biaisées, avec l'appui des médias.

Le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) dirigé par José Luis Rodriguez Zapatero remporta les élections générales du 14 mars (avec une participation de 8,5 points supérieure à l'année 2000). Le PSOE se retrouva à 12 sièges des 176 nécessaires pour la majorité globale et pour être en mesure de gouverner, le parti devra trouver un arrangement avec des partis minoritaires de son bord. Selon le journal madrilène *El Mundo*, il n'y a jamais eu, auparavant, dans l'histoire de la démocratie espagnole un parti disposant de la majorité absolue évincé du pouvoir (faisant référence au Partido Popular de José maria Aznar). Le journal déclare que le fait que l'empressement du gouvernement à imputer à l'ETA la responsabilité des attentats lui a coûté les élections. Maintenant qu'il semble que la responsabilité d'Al-Qaeda est évidente, les gens critiquent de nouveau le gouvernement du Partido Popular pour avoir entraîné l'Espagne dans la guerre contre l'Irak, et ceci semble avoir été un des éléments clés dans sa défaite électorale.

**Rédigé par le Secrétariat de Contrôle citoyen
sur la base de renseignements recueillis dans la presse.**